

## Paris tente de maintenir Ankara dans le processus européen

### ATHÈNES

de notre envoyé spécial

« L'intérêt général de l'Union européenne est de conserver une stratégie commune vis-à-vis de la Turquie et celui de la Turquie est de conserver une stratégie vers l'Europe », a plaidé le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, après s'être entretenu vendredi 9 janvier avec les dirigeants grecs, à Athènes, des suites du Sommet de Luxembourg de décembre.

La décision des Quinze de séparer la Turquie des 12 autres candidats à l'Union européenne dans le processus d'élargissement, qui a déclenché une crise avec Ankara, a aussi ravivé en ce début d'année les tensions entre la Grèce et la Turquie. Les Turcs reprochent aux Grecs d'avoir tout fait pour obtenir à Luxembourg qu'ils soient tenus à l'écart d'un processus auquel participeront dix pays d'Europe centrale et surtout le gouvernement officiel de Chypre, dans la partie grecque de l'île.

Les incidents ont repris ces der-

niers jours en Mer Egée. Les deux frères ennemis de l'Alliance atlantique, qu'un conflit oppose depuis toujours sur les droits de souveraineté dans la région, s'accusent mutuellement de provocations militaires, dans les airs ou sur mer. Tout est prétexte à escalade verbale. Evoquant l'afflux en Europe d'immigrants clandestins venus de Turquie, le ministre grec des affaires étrangères, Theodoros Pangalos, a accusé la Turquie de violer les droits de l'Homme « dans l'indifférence de l'Occident, comme les droits des juifs ont été violés par l'Allemagne nazie dans l'indifférence générale ».

### AFFRONT PERSONNEL

M. Védrine comme les représentants du gouvernement américain ont appelé les deux Etats à la réserve. Le ministre français, qui s'était également rendu jeudi à Ankara, a fait valoir auprès des dirigeants grecs que leur intérêt n'était pas d'exclure la Turquie du jeu européen, que l'Union européenne pouvait leur offrir un cadre adé-

quat pour tenter de discuter avec les Turcs de leurs contentieux.

Le ministre français a réaffirmé à Athènes, comme la veille à Ankara, qu'il souhaitait voir la Turquie prendre sa place à la Conférence européenne que les Quinze veulent mettre sur pied pour avoir un forum où discuter avec les pays ayant vocation européenne de sujets d'intérêt commun, notamment en matière de sécurité. Un sommet des pays invités à y participer a été officiellement convoqué par la présidence britannique de l'Union pour le 12 mars prochain, a-t-on appris vendredi à Bruxelles.

Le premier ministre turc, Mesut Yılmaz, qui a pris les décisions de Luxembourg comme un affront personnel, paraît hostile pour le moment à cette invitation. Mais les discussions se poursuivent. Ankara a annoncé vendredi que le président turc, Suleyman Demirel, effectuerait les 19 et 20 février une visite officielle à Paris, à l'invitation du président Chirac.

Henri de Bresson

To Paris προσωπεί να παραβεί την  
Αγρυπία σε ευρωπαϊκή πορεία.